

LA RÉSISTANCE

DANS

LE FINISTÈRE



Exposition placée sous le patronage :

- de M. Marc BÉCAM, Secrétaire d'État, Maire de QUIMPER ;
- de M. Pierre JOURDAN, Préfet du Finistère ;
- du Conseil Général du Finistère.



LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT

AUPRÈS DU MINISTRE
DE L'INTÉRIEUR

Le 24 Octobre 1978

Je suis particulièrement heureux de vous présenter l'exposition qui s'ouvre au Musée des Beaux-Arts de QUIMPER le 10 Novembre 1978.

En effet, le thème de cette exposition « La Résistance dans le Finistère » représente un épisode de notre histoire à la fois sombre et glorieux dont nous devons tous, et plus spécialement les jeunes, tirer les leçons pour notre avenir.

Puisse ce témoignage aider les jeunes générations à se souvenir du prix de la liberté et de la dignité humaine et contribuer ainsi à transmettre le message des victimes du nazisme.

Je suis persuadé que le nombre des visiteurs prouvera à lui seul l'attachement que nous conservons tous à l'égard de ceux qui furent les héros de cette période historique.

Avant de vous laisser commencer la visite, je tiens à souligner le remarquable travail des organisateurs et en particulier associer les différentes administrations et mouvements d'anciens résistants du département, dans le même éloge afin qu'ils soient remerciés pour leur participation à l'élaboration de cette brillante rétrospective par l'image et les écrits.



Marc BÉCAM,

Maire de QUIMPER.

Cette Exposition a été réalisée par :

- Les Musées de QUIMPER ;
- Les Archives Départementales ;
- L'Office Départemental des Anciens Combattants ;
- Le Comité d'Histoire de la 2^{ème} Guerre Mondiale ;
- Les Archives Municipales ;

avec le concours des associations représentatives de la Résistance :

- * Associations des Forces Françaises Libres (F.F.I.) ;
- * Union Départementale des C.V.R. (U.D.C.V.R.) ;
- * Section Départementale de la Fédération Nationale des Déportés, Internés, Résistants et Patriotes (F.N.D.I.R.P.) ;
- * Section Départementale de l'Union Nationale des Déportés, Internés et Familles (U.N.A.D.I.F.) ;
- * Association Départementale des Anciens Combattants de la Résistance (A.N.A.C.R.).

**LA RÉSISTANCE
DANS
LE FINISTÈRE
1940 - 1944**



Exposition présentée au Musée des Beaux-Arts de QUIMPER
du 10 Novembre au 21 Décembre 1978

L'Occupation

Le 15 Juin 1940, la presse départementale hebdomadaire titrait : « Pour la patrie en danger », « Voici venue l'heure du don total de soi ». Elle reprenait, peut-être pour se donner du courage et en communiquer aux autres, la célèbre affirmation de la « *Grande Guerre* » : « On les aura ». Personne n'eût osé en faire un mauvais jeu de mots étant donné la gravité de la situation. D'ailleurs, jusqu'au dernier moment, la population compta on ne sait trop sur quel événement miraculeux qui eût empêché l'invasion du « *réduit breton* », définition d'une stratégie défensive restée à l'état de projet.

Le 17 Juin, quand la radio annonça que le nouveau gouvernement du Maréchal PÉTAIN avait fait des propositions d'armistice aux Allemands, d'aucuns espérèrent que la cessation des combats interviendrait avant que l'ennemi n'eût pénétré profondément dans la péninsule armoricaine.

Mais le 18 Juin les blindés allemands étaient déjà à RENNES et il n'existait aucune force militaire en Bretagne qui pût s'opposer à leur progression rapide vers l'Ouest, avec comme principaux objectifs les ports de guerre de BREST et de LORIENT.

Depuis deux jours, le commandement de la Marine, exercé à BREST par l'Amiral « Ouest » de LABORDE et l'Amiral STRAUB, Préfet Maritime, s'occupait à faire partir en Angleterre ou en Afrique les quatre-vingts bâtiments de guerre et de commerce français et étrangers qui se trouvaient dans le port ou en réparation à l'Arsenal, parmi lesquels était le nouveau cuirassé « Richelieu ».

La situation apparaissait désespérée. La population était inquiète, abattue, désemparée.

Le Préfet ANGÉLI fit placarder cet appel, coïncidant quant à la date seulement - 18 Juin - avec l'appel historique à la résistance lancé par le Général de GAULLE : « Chaque citadin ou rural doit rester à sa place..., continuer à remplir dans le calme et la dignité la tâche qui est la sienne ».

Les Allemands firent leur entrée à BREST le 19 Juin au soir, sans avoir rencontré d'autre opposition que celle de petits postes, à LANDERNEAU et GOUESNOU, qui ouvrirent le feu sur l'ennemi simplement pour sauver l'honneur.

Ce même jour, vers 16 heures, au chef-lieu du Département, quatre officiers allemands passèrent dans certaines administrations. Un journal hebdomadaire nota par la suite : « Leur visite a été courtoise ». Le ton avait changé. Le chroniqueur ajoutait : « On ne peut trop insister pour que la population attende les événements avec calme. Que tout le monde s'arme d'énergie ».

Les premières troupes allemandes arrivèrent à QUIMPER le lendemain 20 Juin. Le Département fut pratiquement occupé à cette date. Dans les principaux centres apparurent des « avis à la population » émanant des commandants de secteur locaux.

« J'ai pris, — disait JAHN qui signait Major Und Abschnittskommandant, — le commandant de la subdivision de CHATEAULIN - BRIEC - QUIMPER - PLONÉOUR-LANVERN et plus à l'ouest encore », et le vainqueur momentané dictait sa loi : « ... Dès à présent, l'heure allemande est en vigueur. Les montres seront en conséquence avancées d'une heure ».

« ... La population est tenue de rester dans ses appartements de 23 heures à 5 heures, exception faite pour les médecins, sages-femmes, prêtres, dans les cas urgents ».

L'Allemand décrétait que les boycottages, sabotages, pillages seraient punis de mort et que les soldats français qui ne se rendraient pas aux endroits prévus risquaient d'être pris et traités comme des espions.

Le 25 Juin, jour de l'entrée en vigueur de l'Armistice, il y eut un Commandant du secteur départemental, le Colonel DÉGENER, placé sous les ordres d'un Gouverneur de la Bretagne, le Général-leutnant LEMELSEN, dont le Quartier Général était à BREST, à l'Hôtel Continental.

L'administration militaire d'occupation commença à être mise en place dès le mois de Juillet 1940.

Au chef-lieu du Département, la Feldkommandantur 752 s'installa à la Préfecture, où elle avait réquisitionné une partie des bureaux, puis dans l'immeuble de la Compagnie d'électricité LE BON qui venait d'être achevé.

Des kommandanturen d'arrondissement ou kreiskommandanturen siégèrent, à QUIMPER également, la 740, à CHATEAULIN la 753, à MORLAIX la 807, à BREST la 623. Elles furent supprimées en 1942 et 1943.

Trois Feldkommandants se succédèrent de 1940 à 1944 : le Colonel BÉRENDES au début, puis le Général Major SCHUBERT, de BERLIN, relevé de ses fonctions en Mai 1943, et enfin le Colonel ANGERER, de COLOGNE, qui appartenait, dit-on, au parti nazi et qui était très redouté de ses subordonnés.

Le Feldkommandant était assisté d'un Groupe Administratif dirigé par un Conseiller de l'O.K.W. (Ober Kommando der Wehrmacht : Haut Commandement de l'Armée), dont le premier installé à QUIMPER se nommait SOELTER. Celui-ci fut remplacé en 1941 par le Docteur VISCHER, très dévoué au régime nazi.

Le groupe comprenait plusieurs sections chargées de la surveillance de l'Administration française, du contrôle de l'économie du Département, de la police de sécurité et du maintien de l'ordre.

« Ce qui emporte les décisions, — écrivait VISCHER, dans un rapport rédigé en Juillet 1943, — ce sont les intérêts du Reich allemand, de la Wehrmacht et l'économie de guerre allemande... Le Groupe administratif d'une Feldkommandantur, lui aussi, travaille pour le Führer, pour l'Allemagne, pour la victoire ».

Et ce furent les réquisitions et impositions de toutes sortes : immeubles, appartements, mobiliers et matériels divers, produits de l'agriculture et de l'élevage : 160.000 tonnes de pommes de terre, 8.000 tonnes d'avoine, 2.000 tonnes de foin, 3.180 tonnes de paille en 1941-1942, légumes frais, 10.000 chevaux de 1940 à 1943, bovins, porcins, 117 tonnes de beurre au mois de Juin 1942, produits de la pêche : 1.700 tonnes de poisson frais en un seul mois. Le Finistère devait nourrir l'armée d'occupation et contribuer au « ravitaillement européen ».

« Des mesures ont dû être prises », rapportait le même VISCHER. « Elles ont prouvé que des mesures brutales étaient le moyen le plus sûr et le plus rapide pour obtenir satisfaction ».

Ce fut en même temps la mainmise progressive des Allemands sur ce qu'il y avait d'industries dans le Département. Des firmes allemandes s'installaient dans certaines usines. Des entreprises fermaient à cause du manque de matières premières.

Des « *conserveries* » devaient cesser toute activité dans le cadre du programme de « renforcement de l'industrie de guerre allemande ». L'Occupant avait « *acheté* » 80 % de la production de conserves en 1940, 33 % des conserves de poisson et 10 % des conserves de légumes en 1941.

Les entreprises locales manquaient aussi d'ouvriers car l'envahisseur accaparait la main-d'œuvre pour les travaux d'intérêt militaire ; des spécialistes abandonnaient leurs emplois afin d'échapper au recrutement forcé pour le travail en Allemagne.

La circulation des véhicules, les transports étaient soumis à des autorisations spéciales difficiles à obtenir.

Vinrent aussi les restrictions alimentaires dans les villes — encore que le Département fût de ceux où le ravitaillement était le plus facile — la pénurie de vêtements.

Il y avait un marché parallèle ou « *marché noir* » qui enrichissait les trafiquants.

Enfin ce furent les mesures policières préventives et répressives prises par l'Occupant et aussi par le Gouvernement de VICHY qui pliait devant l'Allemand.

La population déconcertée, dans la généralité des cas en Juin 1940, avait considéré l'armistice comme un pis-aller. De plus, la Propagande du Maréchal, qui avait créé le « *mythe* » PÉTAÏN et prêchait l'expiation nécessaire des fautes d'avant 1940, produisait son effet. Il en résultait une confusion qui régna dans l'opinion

jusqu'en 1942. On avait tendance à faire confiance à PÉTAIN, le « vainqueur de VERDUN », si on se défiait de son entourage, et on écoutait clandestinement la radio de LONDRES. On pensait que le Maréchal PÉTAIN, à l'intérieur, rusait avec l'Allemand tandis que le Général de GAULLE, à l'extérieur, continuait ouvertement le combat contre l'Allemagne nazie.

En fait, la masse des Finistériens, hostile à l'Occupant, était Résistantê d'esprit pour le moins.

M^e André WEIL-CURIEL, avocat parisien, qui vint dans le Finistère en Décembre 1940, dans le but d'organiser des liaisons par mer avec l'Angleterre, a pu écrire : (1).

« Nulle part comme en Bretagne la radio de LONDRES n'était écoutée religieusement... Nulle part comme en Bretagne je ne trouvai cet accueil chaleureux de la part d'inconnus, avec qui je n'avais qu'une chose en commun, mon gaullisme (2). Je me sentais chez moi partout et aurais pu commencer une merveilleuse carrière de parasite... ».

La politique de collaboration avec l'Allemagne nazie menée effectivement par l'État Français et, au début de 1943, l'institution par celui-ci du Service du Travail Obligatoire (S.T.O.), qui imposait aux jeunes de partir travailler en Allemagne pour être utilisés dans l'industrie de guerre du Reich, détachèrent du Maréchal PÉTAIN ceux qui lui étaient encore favorables.

(1) « Le Temps de la Honte - Éclipse en France » - Éditions du Myrthe - 1946.

(2) Le gaullisme n'était pas encore une doctrine, mais un état d'esprit commun à tous les germanophobes, du fait de l'occupation et du nazisme et qui se rangeaient du côté du Général de GAULLE, chef de la résistance aux Allemands et à VICHY.

Les pétainistes collaborateurs restèrent ce qu'ils étaient, c'est-à-dire une infime minorité.

Quant aux partis de la collaboration qui se compromettaient de plus en plus, ils n'avaient jamais eu que des effectifs squelettiques composés de fascistes, d'aventuriers et de gens sans aveu qui servaient souvent d'indicateurs à l'Occupant et même participaient à des opérations contre la Résistance. C'était le Parti Populaire Français (P.P.F.), le Mouvement Social Révolutionnaire (M.S.R.)...

Le Parti National Breton (P.N.B.) qui avait misé sur une victoire de l'Allemagne, mais que les Allemands lâchèrent plus ou moins dès que VICHY collabora, n'avait guère d'audience parmi la population.

VISCHER, Directeur du Groupe Administratif de la Feldkommandantur, nous a laissé d'ailleurs ce témoignage (3) de l'attitude des Finistériens sous l'Occupation :

« ... On se rend compte que les Bretons sont pour la plupart traditionalistes, mais qu'ils sont quand même de bons Français. Le Mouvement pour l'autonomie de la Bretagne est suivi seulement par quelques-uns qui ne représentent pas un pour cent de la population entière ». Par contre, « il existe encore » (après les arrestations) « des éléments communistes et gaullistes importants. L'influence de la radio anglaise est très grande... ».

Et puisqu'il avait la charge de surveiller l'Administration française, il porte ce jugement qui est en quelque sorte un hommage rendu aux fonctionnaires intéressés :

(3) Extrait du rapport qui, rappelons-le, fut rédigé en Juillet 1943.

« Les services français en général se tiennent extérieurement d'un façon correcte. Leur travail vis-à-vis de la puissance occupante et la collaboration avec l'Allemagne est réservé en partie » ou se traduit par un « refus notoire » dans l'exécution.

« Les représentants français des différents services sont, en paroles comme en écrits, très adroits, accomplissant les ordres non seulement très lentement, en traînant et d'une façon inexacte, mais surtout d'une façon peu sûre et en s'opposant ».

Quand aux Maires, ils ne sont pas habitués à un travail administratif « dans le sens allemand ».

« ... Il a été nécessaire de prendre plusieurs mesures contre les personnalités dirigeantes qui ont manqué en ne travaillant pas à une correcte collaboration. Ainsi, sur l'ordre de la Feldkommandantur, ont été éloignés de leur poste : un Préfet, deux Sous-Préfets, un fonctionnaire de sous-préfecture, l'Ingénieur principal des Ponts-et-Chaussées, le Directeur départemental du contrôle des prix, un percepteur, un Maire ... ».





A TOUS LES FRANÇAIS

La France a perdu une bataille!

Mais la France n'a pas perdu la guerre!

Des gouvernants de rencontre ont pu capituler, cédant à la panique, oubliant l'honneur, livrant le pays à la servitude. Cependant, rien n'est perdu!

Rien n'est perdu, parce que cette guerre est une guerre mondiale. Dans l'univers libre, des forces immenses n'ont pas encore donné. Un jour, ces forces écraseront l'ennemi. Il faut que la France, ce jour-là, soit présente à la victoire. Alors, elle retrouvera sa liberté et sa grandeur. Tel est mon but, mon seul but!

Voilà pourquoi je convie tous les Français, où qu'ils se trouvent, à s'unir à moi dans l'action, dans le sacrifice et dans l'espérance.

Notre patrie est en péril de mort.

Luttons tous pour la sauver!

VIVE LA FRANCE !

18 JUIN, 1940

GÉNÉRAL DE GAULLE

Français, **souviens-toi !**

**Notre défaite est venue
de nos relâchements .**

**L'esprit de jouissance
l'a emporté sur l'esprit
de sacrifice .**

**On a revendiqué plus
qu'on a servi .**

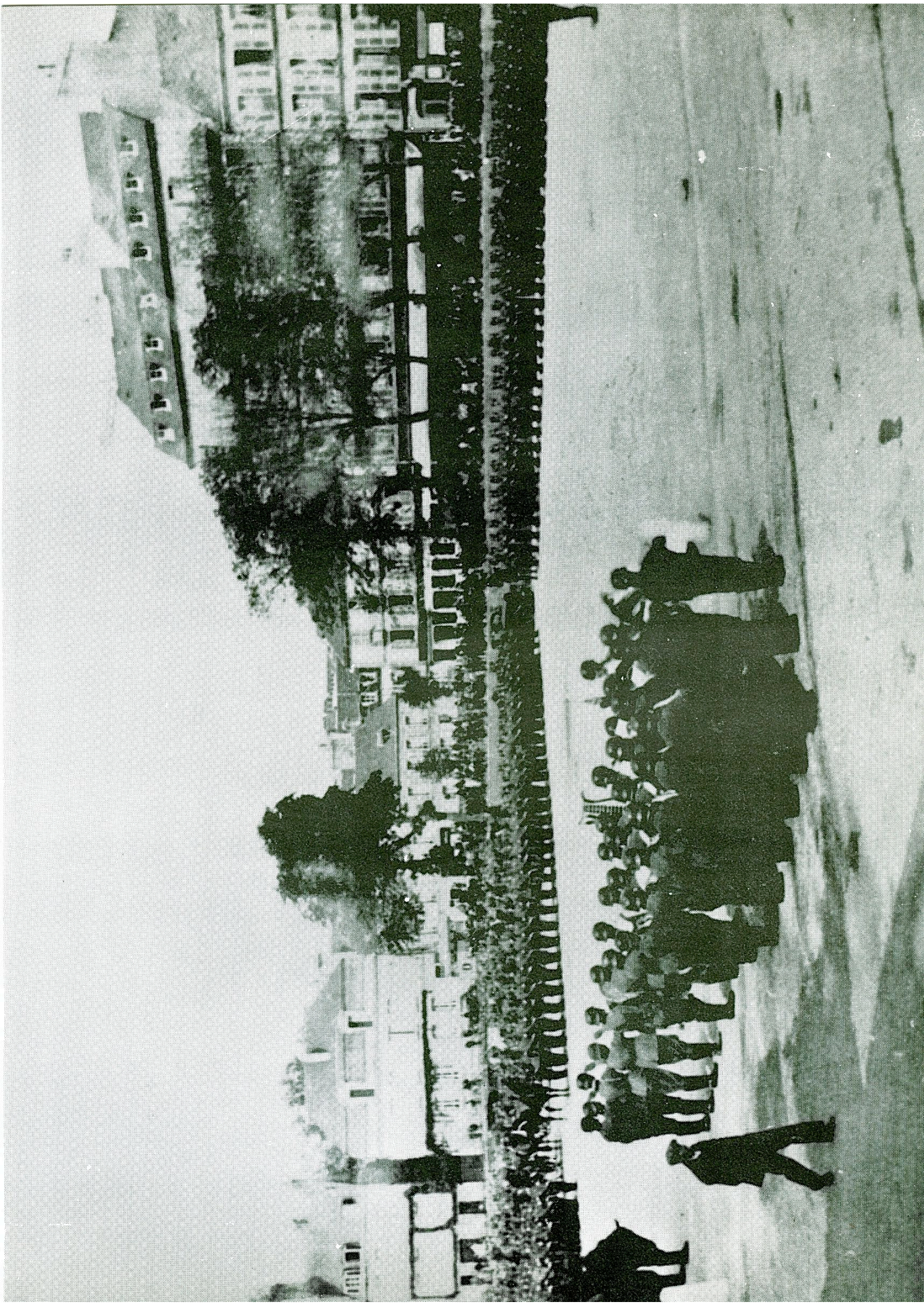
**Le premier devoir est
aujourd'hui d'obéir .**

Ph. PÉTAINE



Le Finistère occupé. - Revue militaire à QUIMPER. →

(Col. E. LE GRAND)



A MORLAIX et ailleurs : ordres, menaces. →

(Col. A.D.)

A R M E S

ET

Appareils Récepteurs

de T. S. F.

Il est prescrit à tous les habitants de venir déposer à la Mairie (et pour Morlaix, au Commissariat de Police) toutes les armes à feu et munitions en leur possession.

Faute d'exécuter cet ordre, les délinquants s'exposeront aux sanctions les plus sévères et des représailles seront exercées sur la population.

Si un soldat Allemand était l'objet d'un attentat, l'auteur de cet état serait fusillé et trois membres de la population seraient pris comme otages.

Les appareils récepteurs de T. S. F. devront de même être déposés en Mairie, leurs propriétaires ayant intérêt à les munir d'une étiquette permettant de les identifier.

Ces mesures devront avoir reçu leur pleine exécution le **MARDI 25 JUIN, à 12 heures.**

L'autorité militaire Allemande rappelle à cette occasion, qu'il est formellement interdit d'user de matériel de provenance militaire Française, en particulier de camions, voitures, motocyclettes, etc.

Elle compte que ces ordres, comme tous autres, seront ponctuellement suivis par la population.

Morlaix, le 23 Juin 1940.

Le Commandant de Ville,

RADOWSKI.

Major.

*La minorité qui collabora avec l'Occupant :
Le Parti Populaire Français (P.P.F.) et d'autres.* →

(Col. A.D.)

L'ALERTE

AVRIL 43



BULLETIN DE COMBAT
de la REGION BRETONNE du PARTI POPULAIRE FRANCAIS. Chef Jacques DORIOT.

- LISEZ L'ALERTE ET FAITES LA CIRCULER -

BRETONS.....

- SI VOUS EN AVEZ ASSEZ ...** De voir les escarpes anglo-américains venir chaque jour tuer nos femmes et nos enfants pendant que des MILLIERS de leurs Compatriotes assassins se gavent, à nos frais, dans des "séjours" de la côte ensoleillée du Midi.
- SI VOUS EN AVEZ ASSEZ ...** De voir les Franc-maçons, les gaullistes de l'administration aggraver chaque jour l'incurie, le sabotage. Laissant nos villes sans abris, et, réalisant l'évacuation dans la plus grande pagaille.
- SI VOUS EN AVEZ ASSEZ ...** De voir les autorités responsables organiser volontairement ou par incompétence le marché noir. Alors que chaque jour l'on fouille les filets à provisions de nos ménagères.
- SI VOUS EN AVEZ ASSEZ ...** De voir des anciens combattants de 14-18, des pères de familles nombreuses partir travailler d'office pour l'ALLEMAGNE, alors que les ZAZOUS, et autres fils à Papa, restent planqués à profiter des bénéfices du marché noir.

SI VOUS EN AVEZ ASSEZ DE TOUTES LES INJUSTICES, de tous les SABOTAGES, de TOUTES LES INCURIES, de toutes LES INCOMPETENCES, VOUS REJOINDREZ NOS RANGS.

AVEC JACQUES DORIOT, vous demanderez des COMPTES à ceux qui SABOTENT VOLONTAIREMENT LA REVOLUTION NATIONALE et SOCIALE, afin de vous POUSSER A L'EMEUTE, AUX JACQUERIES, pour les seuls intérêts de leurs maîtres LES JUIFS.

VICHY AVAIT PROMIS DE RECONSTRUIRE LES PROVINCES

Si les évacuations criminelles se poursuivent ILS REFERONT UNE BRETAGNE sans BRETONS.

REFUGIES, EXIGEZ AVEC NOUS, VOTRE RETOUR EN BRETAGNE. Il y a assez de place et assez de nourriture pour tous les BRETONS, en BRETAGNE, n'en déplaise aux Jacobins républicains.

A RENNES IL N'Y AVAIT PAS D'ABRIS
Il n'y en a pas encore dans de nombreuses villes bretonnes.....

VA-T-ON JOUER ENCORE LONGTEMPS AVEC LES VIES HUMAINES ?
A-T-ON PRIS DES SANCTIONS CONTRE LES IMPREVOYANTS CRIMINELS ?

Pour la Justice
Pour l'honneur
ADHEREZ AU P.P.F.

A PROPOS DE DEMENAGEMENT

Des gangsters ont profité des malheurs de nos villes pour réaliser des bénéfices scandaleux 20.000 F pour faire 100 Kms

Les travailleurs n'ont pu déménager
VA-T-ON PRENDRE DES SANCTIONS et faire rendre gorge à ces bristes sires ?

NE POURRAIT-ON PAS MOBILISER LES CAMIONS ET LEURS CHAUFFEURS POUR ASSURER L'EQUALITE DANS LE MALHEUR ?

LORIENT... St-NAZAIRE... BREST
RENNES ... MORLAIX..... NANTES.....
Sont lâchement bombardées, incendiées.
Mais les îles de JERSEY et de GUERNESEY n'ont pas encore reçu une bombe.....
Les maisons de ces îles appartiennent à ces Messieurs les ANGLAIS. Les braves savent protéger les biens des leurs.

**JE TRAVAILLE
EN ALLEMAGNE**

**POUR LA RELEVÉ
POUR MA FAMILLE
POUR LA FRANCE**

FAIS COMME MOI !

La Résistance

La Résistance active fut, jusqu'en 1942, l'affaire d'une petite minorité de gens courageux.

Avant l'arrivée de l'ennemi, des Finistériens s'étaient embarqués sur des navires de commerce ou sur des chalutiers à destination de l'Angleterre.

Ils répondaient à l'appel lancé de LONDRES, le 18 Juin 1940, par le Général de GAULLE ou parfois avaient la simple réaction d'échapper aux Allemands.

Certains d'entre eux, au lieu d'atterrir en Angleterre, se retrouvèrent à SAINT-JEAN-DE-LUZ ou à CASABLANCA, s'ils étaient à bord de bâtiments dont les commandants avaient obéi à l'ordre de dérouter donné par le nouveau gouvernement.

Le Département occupé, un bon nombre d'évasions par mer eurent lieu, organisées par des hommes qui refusaient la défaite.

L'un des premiers départs clandestins, le plus massif, entré dans la légende, fut celui des marins-pêcheurs de l'île de SEIN qui, le 24 Juin 1940, gagnèrent l'Angleterre, puis s'engagèrent dans les Forces Françaises Libres.

Les évasions se poursuivirent de 1940 jusqu'au début de 1944, notamment par DOUARNENEZ, CARANTEC, CAMARET, CONCARNEAU, réalisées dans des conditions difficiles et dangereuses.

Le Finistère eut encore ceci de particulier qu'il ne tarda pas à intéresser les services spéciaux de la France Libre et des Alliés, justement parce qu'il y avait des Bretons relativement nombreux en Angleterre et parmi ceux-ci des volontaires pour les missions secrètes. Les côtes bretonnes offraient des points de débarquement discrets et, une fois à terre, les émissaires venus de LONDRES pouvaient trouver des asiles sûrs.

Paul MILLOT, l'un des premiers, prit pied le 5 Septembre 1940 à PLOGOFF. Le 17 Octobre ce fut le Lieutenant LE QUIEN qui débarqua au même endroit, puis le 1^{er} Décembre, Maurice BARLIER accosta à CLÉDEN-CAP-SIZUN.

Le Lieutenant de Vaisseau D'ESTIENNE D'ORVES, qui dirigeait ce même réseau auquel on avait donné le nom de « Nemrod », débarqua à Pors-Loubous en PLOGOFF le 22 Décembre 1940. Il était accompagné de son opérateur-radio GESSLER, qui, par la suite, devait passer aux Allemands.

D'autres agents exécutèrent des missions d'exploration dans le Finistère, tel Hubert MOREAU qui vint à GUILVINEC la première fois le 26 Juillet 1940, puis en Août-Septembre à DOUARNENEZ et QUIMPER.

Ces émissaires étaient pilotés par des marins bretons affectés aux missions spéciales, originaires de l'île de SEIN, de CAMARET ... et qui, au début, pénétraient dans les ports et s'introduisaient dans les flottilles de pêche.

Outre ces agents de LONDRES, le Finistère attira maints clandestins, aventuriers de circonstance, personnalités ou futures personnalités de la Résistance intérieure, organisateurs de réseaux et de Mouvements, patriotes recherchés par les Allemands ou qui voulaient rallier les Forces Françaises Libres en Angleterre.

M^e André WEIL-CURIEL, déjà cité, qui était en liaison avec le réseau « Musée de l'Homme », vint, on le sait, en 1940. Il échoua dans sa tentative de passer Outre-Manche, mais sa visite eut pour résultat la formation d'un noyau de bonnes volontés à AUDIERNE.

D'autres petits groupes, isolés pour la plupart, s'étaient constitués ici et là pour tenir tête à l'Occupant.

Les documents allemands apportent un témoignage de cette activité résistante, collective ou individuelle, des premiers temps.

Des rapports signalent, dès l'automne 1940, de nombreux cas de sabotage du réseau téléphonique utilisé par la Wehrmacht, des voies de faits contre les militaires allemands, des manifestations anti-allemandes dans les cinémas lors de la projection des actualités de la semaine. Ils signalent que la propagande gaulliste est très active, qu'elle se manifeste par des tracts, des inscriptions sur les murs, etc...

Cette opposition à l'Occupant s'affermissait : des manifestations silencieuses orchestrées par Radio-LONDRES sont très suivies, la population fleurit les monuments aux morts de la guerre, elle marque sa sympathie aux Alliés lors des enterrements d'aviateurs anglais tombés au cours de raids sur le Finistère.

Le 25 Octobre 1941, les ouvriers de l'Arsenal de BREST protestent par un arrêt de travail contre les exécutions d'otages.

Les réseaux de renseignements eurent très vite leurs antennes dans notre région. « Johnny » fit sa première liaison par radio avec LONDRES le 22 Mars 1941 de Kerfeunteun-QUIMPER ; « La Confrérie de Notre-Dame » (C.D.N.), dirigée par « RÉMY », de son vrai nom Gilbert RENAULT, Breton de VANNES, avait comme « Johnny » pour principale mission, à ce moment-là, de surveiller les mouvements de la flotte allemande à BREST: les cuirassés « Scharnhorst », « Prince Eugen »... La C.N.D. devait faire de PONT-AVEN une base pour ses opérations maritimes de liaison avec LONDRES.

Dès 1941, le Parti Communiste clandestin se constitua en parti résistant. Les détachements de son Organisation Spéciale, formés en grande partie de jeunes militants, passèrent à l'action directe contre les Allemands en Mars 1942. On assista dans les mois qui suivirent à une centaine d'attentats et de sabotages qui étaient l'œuvre de l'O.S., ou du Front National dont les Francs-Tireurs et Partisans Français furent par la suite le bras, l'appareil militaire. Au reste, les communistes fournissaient des responsables au Front National et ils poursuivirent leurs activités résistantes au sein des F.T.P.F.

L'ennemi enregistra donc durant cette année 1942 une recrudescence des attentats : contre des membres de la Wehrmacht (Café de la rue de la Vierge à BREST - 14 Février), contre les installations militaires allemandes (Caserne et Foyer du Soldat, à QUIMPER - 30 Avril ; poudrerie de PONT-DE-BUIS - 5 Septembre ; immeuble du Seekommandant ou Commandant de la Marine, et celui de l'État-Major, à BREST - 19 Novembre) ; contre le siège du Bureau de recrutement de la Légion des Volontaires Français contre le Bolchévisme à QUIMPER - (21 Juin). Et nous n'avons cité que quelques actions.

Le 5 Novembre eut lieu un attentat contre un train de permissionnaires au Rody en GUIPAVAS. En cette fin d'année 1942 apparaissaient les sabotages de voies ferrées, de matériel de la S.N.C.F.

Au cours du deuxième semestre de 1943, les grands Mouvements nationaux de la Résistance groupant des hommes d'opinions diverses et qui avaient commencé, pour la plupart d'entre eux, à s'implanter dans le Département (1) l'année précédente, entrèrent dans une période très active d'organisation et de recrutement. C'était « Libération » qui avait trouvé en partie ses premiers responsables au réseau « Cohors-Asturies », dirigé de BREST par Aldéric LE COMTE, ingénieur des Ponts-et-Chaussées, futur Préfet de la Libération. C'étaient les « Corps-Francs Vengeance », « Défense de la France » qui, dans le Nord-Finistère, recueillit l'adhésion des rescapés du groupe « Élie », de BREST, dont les camarades avaient été arrêtés en 1941 et fusillés. C'était l'organisation de la Résistance de l'Armée (O.R.A.), dont les cadres étaient en grande partie composés d'officiers de carrière en « congé d'Armistice » ou de réserve. L'O.R.A., qui avait jeté ses premières bases à DOUARNENEZ, et « Vengeance » eurent un État-Major commun dans le Finistère.

Ces mouvements rassemblèrent les groupes locaux isolés qui s'étaient formés spontanément dès les premières heures de l'Occupation, mais qui manquaient d'expérience et surtout de moyens, et les rallièrent à la Résistance extérieure, la France Libre, et aux Alliés.

Les réseaux avaient des effectifs plus faibles. Leurs membres étaient surtout ou devenaient des spécialistes dirigés de l'extérieur par une Centrale alliée. « Johnny » avait été démantelé par les arrestations au début de 1942, la C.D.N. subit le même sort en fin de 1943, ainsi qu'une autre organisation, l'« Alliance », qui fonctionnait dans la région brestoise. C'étaient des réseaux de renseignement.

(1) Le Finistère appartenait à la région M 2 dans la Résistance.

Le Service du Travail Obligatoire, instauré en 1943 à l'instigation des nazis, précipita dans la Résistance de nombreux jeunes hommes qui refusaient le travail forcé en Allemagne.

Cette année vit la création des premiers maquis : celui de SPÉZET - SAINT-GOAREC (Juillet 1943), contre lequel les Allemands envoyèrent sans succès cinq cents hommes de l'armée Vlasow, des russes mercenaires, et les autorités vichstes un Groupe Mobile de Réserve (G.M.R.) ; celui de « Penarpont-Kéraliou-Beuzit » à CHATEAULIN, puis LOTHEY (Octobre 1943), que la Feldgendarmerie décima le 26 Avril 1944 ; celui de SCAËR (Octobre 1943). C'étaient des maquis-combats formés par les F.T.P.F. qui exécutaient des sabotages et des attentats contre les troupes d'occupation. Leurs effectifs jusqu'à l'approche du débarquement allié ne dépassèrent pas la dizaine ou la quinzaine d'hommes, pour des raisons de sécurité, de ravitaillement...

D'autres maquis, qui furent à l'origine des refuges pour les réfractaires au Service du Travail Obligatoire, se créèrent en différents endroits : à LANGOLEN, QUIMPERLÉ (Toulfoën), CLÉDEN-POHER, PENCRAN...

Les autres Résistants actifs conservaient un domicile ou vivaient plus ou moins cachés parmi la population des villes. Ils se retrouvaient pour exécuter des missions déterminées.

Les actes de sabotages commis par la Résistance devinrent si nombreux qu'à partir du 1^{er} Janvier 1944 les Autorités allemandes ne transmirent plus au Commandement supérieur que des statistiques globales pour les cinq départements bretons.

Les chefs de la Résistance eurent connaissance de l'imminence de l'opération « Overlord » — le débarquement allié en Normandie — par des messages diffusés sur les antennes de la B.B.C., la radio de LONDRES. Le 6 Juin, des équipes d'action directe furent

envoyées au maquis pour l'exécution du « Plan Vert », qui impliquait la désorganisation des communications de l'ennemi par coupures de voies ferrées, mise hors service des câbles téléphoniques et tous autres moyens.

Des volontaires quittèrent emplois et domiciles. Il se créa de nouveaux maquis. Mais les chefs locaux durent parfois, comme ce fut le cas à ROSPORDEN, renvoyer les patriotes chez eux à cause du manque d'équipement.

La Résistance n'avait en effet reçu que quelques livraisons d'armes par parachutage en 1943 et quelques autres pendant les premiers mois de 1944. En outre, une certaine quantité de matériel était tombée entre les mains de l'ennemi. Les Forces Françaises de l'Intérieur furent mieux servies après l'arrivée, à partir du 9 Juillet, des équipes parachutées « Jedburgh », dont les indicatifs étaient « Gilles », « Gilbert », « Francis »... et « Ronald », composées généralement de deux officiers, un Anglais (ou un Américain) et un Français, Conseillers techniques des F.F.I., accompagnés d'un sergent-radio qui signalait immédiatement à LONDRES les besoins du maquis de la région.

La Mission « Aloës » — le Colonel ÉON, nommé Commandant des F.F.I. de Bretagne par le Général KOENIG, et son État-Major - ne viendra dans le Finistère que le 18 Août, après la libération du Département des Côtes-du-Nord, pour y diriger les opérations en liaison avec les Américains.

La Résistance avait réussi une difficile fusion de ses Mouvements « Libération », « Vengeance », « O.R.A. »... à partir d'accords locaux, en vue de constituer des Forces Françaises de l'Intérieur placées sous le Commandement unique qui fut attribué à Mathieu DONNARD, « Colonel Le Poussin », Directeur de société à BREST, chef départemental du Mouvement « Libération ».

Après l'arrestation de « Le Poussin » survenue au cours d'une mission dans le Morbihan le 27 Juin (il fut exécuté un mois plus tard à PLUMELIAU), le commandement des F.F.I. du Finistère revint à son adjoint, Roger BOURRIÈRES, « Lieutenant-Colonel BERTHAUD ».

Une entente était intervenue avec les Francs-Tireurs et Partisans Français commandés par Daniel TRÉLLU, « Lieutenant-Colonel CHEVALIER ». Mais ce mouvement conservera une certaine indépendance.



La presse clandestine : Ingéniosité et risques. →

(Col. A.D.)

France d'abord

ORGANE DE LUTTE DES JEUNES PATRIOTES BRETONS

MARS 1941

FRANCE D'ABORD...

Les peuples de Tchécoslovaquie, de Belgique et de Grèce, de Pologne et de Norvège, de Hollande, de Yougoslavie ont été tour à tour crucifiés sur la croix gammée sanglante.

Par haine du peuple et du progrès social, grâce à la perfidie de ses derniers Basains et à la trahison de sa 5^e colonne, la France qui fut toujours à l'avant-garde de la lutte pour la liberté, est depuis 18 mois, piétinée, pillée, souillée par le fascisme hitlérien et ses "Kollaborateurs".

Et cet assemblage de bandits et de catins voudraient nous imposer l'acceptation du dernier degré de déchéance humaine et de réaction sociale dont le nazisme est l'expression.

Mais dans tous les pays trahis et piétinés, au lieu de l'acceptation de la servitude, c'est la haine inextinguible qui gonfle le cœur des victimes. Partout les peuples dont on a fait un état de guerre contre l'hitlérisme et continuent la lutte avec les moyens qui leur restent, qu'ils trouvent dans leur héroïsme.

La France a le devoir de tenir son rang dans cette lutte sacrée et d'acquiescer la première place. Déjà le mouvement a rallié des forces vives de la Nation. Parmi ses meilleurs fils, il y en a qui sont déjà aguerris dans la lutte.

Il y a des combattants et des vengeurs, l'honneur national domine tout et "la patrie est sainte" comme disait ZOLA. Leur action commence à faire peur à l'ennemi. Que sera-ce quand ce sentiment national, cette haine de l'envainseur et du sourreau allemand se traduiront par l'organisation de détachements innombrables de partisans résolus, soutenus et armés par un peuple entier...

Car comme en 70-71, la France

ne pouvait pas être battue par les canons-tireurs. Et ceux-là ne peuvent pas ne sont plus, comme en 71, abandonnés par une Europe seulement attentive à voir écrouler l'empire de Badinguet et naître l'empire allemand.

Cette fois, le 3^e Reich des nazis est né et condamnée par tous les peuples libres du monde.

Ivres de crimes et de victoires faciles, il a commencé à dépérir sous les premiers coups de la vaste Union Soviétique dont l'armée rouge héroïque est en train de briser des forces inéprouvées pour une offensive victorieuse. Et l'Allemagne a reculé devant elle, alliée à l'U.R.S.S. la première nation maritime du monde, la tenace Angleterre aux ressources énormes et les Etats-Unis qui jettent dans la bataille leur formidable puissance industrielle.

De plus aux côtés de coalition formidable, dans tous les pays ravagés par l'impérialisme hitlérien, l'action des peuples et de leurs partisans, se développent exaltée par un irrésistible mouvement national.

PARTI DES JEUNES BRETONS
SANT SOUS LA BANIERE DANS LA LUTTE POUR LA LIBERTÉ DES FRANÇAIS
REPRIS PAR LES JEUNES PATRIOTES BRETONS
APPEL:

C'est un cri d'émulation dans le devoir et le courage. Ce doit être aussi un appel à l'union de tous les Français autour des partisans français.

Combattants et combattantes, amis, frères, libérez les prisonniers exploités, souvenez-vous de la liberté, libérez les prisonniers des souffrances et de la mort par nos prisonniers et par nos partisans. Vous sentirez mieux que nous que nos partisans sont les héros de la France et que leur honneur national est le nôtre.

**NOTRE PATRIE :
LA FRANCE LIBRE**

(Col. A.D.)

LA BRETAGNE

OUVRIERE - PAYSANNE - MARITIME

ORGANE DES RÉGIONS BRETONNES
DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Vive le Front National de Lutte pour le Salut et l'Indépendance de la France

A BAS LES CAPITULARDS ET LES TRAITRES !

En 1870-71 les chefs militaires trahirent la France, ils se roulèrent en véritables chiens couchants aux pieds de Bismarck et ne retrouvèrent la force de lutter que pour noyer dans le sang l'héroïque Commune de Paris.

Aujourd'hui, à nouveau, des chefs militaires vendus trahissent notre Patrie. Pétain et Darlan, vomis par le peuple et transformés en garde-chiourmes, font de la France une colonie hitlérienne. Ils sont prêts à faire couler le sang français pour le compte de l'envahisseur du sol national.

Tous ces misérables qui, avec la non-intervention dans les affaires d'Espagne et avec la politique de Munich, renforcèrent la puissance de Hitler tout en faisant étalage d'un patriotisme suspect, sont disposés, aujourd'hui à livrer nos marins, nos soldats, nos cités au feu roulant de la guerre.

Ces militaires devenus policiers et les hommes des trusts qui font des affaires fructueuses avec leurs congénères allemands veulent que le peuple français soit à jamais bâillonné, que les mitrailleuses nazies fassent régner l'ordre, l'ordre capitaliste, l'ordre des exploités du peuple.

Non seulement les traitres trahissent la France, mais ils voudraient faire aimer et aduler les oppresseurs par le peuple de France. Les masses laborieuses de notre pays savent à quoi s'en tenir. Elles ne songent pas à mettre sur le même plan les masses populaires allemandes et la bande qui les a d'abord asservies pour pouvoir ensuite asservir d'autres peuples. Mais elles ne consentiront jamais à voir en Hitler, l'opresseur, une sorte de bienfaiteur.

En France, le Parti Communiste mène le combat contre le traité de Versailles qui faisait peser l'oppression nationale sur le peuple allemand, et nous sommes sûrs qu'il y a en Allemagne des forces qui se lèveront et s'affirmeront demain contre le super-Versailles imposé par le Troisième Reich à notre pays.

Sans doute, l'amiral-traitre Darlan peut-il parler de la « générosité » des oppresseurs, il a dû passer à la caisse comme bien d'autres de ses comparses. Le peuple français, lui, sait en quoi consiste cette « générosité ».

Les matières premières dont disposait l'industrie française ont été prises par l'envahisseur, nos récoltes, notre bétail, toutes les richesses du sol et du sous-sol nous sont enlevées, nos ouvriers traités en esclaves, sont envoyés de force en Allemagne, 2.000.000 des nôtres sont gardés en captivité et odieusement exploités par les impérialistes allemands, mais ce n'est pas tout.

Notre pays misérablement saigné à blanc, paye depuis un an 400 millions par jour et les méthodes barbares du nazisme ont force de loi chez nous.

L'odieux racisme, indigne des civilisés, ramène la France des Droits de l'Homme bien en arrière. Les libertés sont détruites et les meilleurs fils du peuple de France sont dans les prisons et les camps de concentration.

Les chefs nazis ont payé 63 milliards à de Wendel pour prix d'achat de ses intérêts dans les usines de Lorraine, mais ils interdisent chez nous l'augmentation des salaires, comme s'ils voulaient détruire physiquement les masses ouvrières de notre pays. Les oppresseurs et leurs valets de Vichy protègent les 200 familles et leur sacrifient la multitude des petites gens, des petits commerçants, des artisans, des paysans, victimes, des pires brimades et vexations.

Contre cette politique, le peuple de France organise peu à peu le front de la résistance, les ouvriers, pour défendre leurs salaires, entrent dans les syndicats, les paysans sentent la nécessité de s'unir, partout monte le colère de la nation contre nos oppresseurs et les traitres à leur sold.

Vive l'invincible
Union Soviétique,
rempart de la liberté
dans le monde !
A bas la clique
Hitlérienne fauteuse de
guerre et de servitude !

Pétain sent bien monter l'indignation de tout un peuple trahi et c'est pourquoi, dans son message du 15 mai dernier, le vieux maréchal a borné à dire « QU'IL FAUT LE SUIVRE SANS ARRRIERE PENSEE SUR LES CHEMINS DE L'HONNEUR ET DE L'INTÉRÊT NATIONAL ».

Ce que veut ce sinistre vieillard c'est qu'on le suive sur les chemins de l'oppression et de la guerre impérialiste dans laquelle il veut plonger notre pays.

Maintenant, les choses sont claires. Pendant un temps, Pétain a pu jouer hypocritement au défenseur honnête du pays, mais mal entouré.

Certains s'y sont laissé prendre. Le Parti Communiste n'a jamais été ni dupe ni complice. Il a toujours dénoncé le vieux traître qui, dans la liste des maréchaux de France, apparaîtra comme le successeur direct de Bazaine.

Face à la trahison des classes dirigeantes, il ne reste au peuple de France qu'à prendre lui-même en mains ses destinées. C'est à cet effet que tend le Parti Communiste en préconisant la formation d'un gouvernement du Peuple qui s'appuyant sur le peuple, mettrait les traitres hors d'état de nuire.

Et aujourd'hui, tandis que les bombes menacent à nouveau nos villes et nos villages puisque Pétain et Darlan nous entraînent à nouveau dans la guerre, le devoir qui s'impose à nous, c'est la constitution d'un large FRONT NATIONAL DE LUTTE POUR L'INDÉPENDANCE DE LA FRANCE.

Dans ce Front National de l'Indépendance, il y a place pour tous les Français, sauf pour les capitulards et les traitres au service de l'envahisseur; c'est ce que proclame le Parti Communiste qui, à la tête de la classe ouvrière, représente la force essentielle de la libération nationale.

Pour que la France soit la France et devienne pas une colonie nazie, l'unité de la nation doit se faire. C'est à réaliser cette unité que le Parti Communiste va s'employer de toutes ses forces. D'autres Français qui croient pouvoir dominer le monde se sont effondrés. Les Français qui aujourd'hui oppriment notre pays, s'effondreront à leur tour.

VIVE LA FRANCE LIBRE ET INDÉPENDANTE !

L'ARMÉE ROUGE
défend la cause de
l'humanité avancée
et progressive,
AIDONS-LA !

(Col. A.D.)

*Les Résistants traités comme des francs-tireurs.
Tout appui passible de la peine de mort.* →

(Col. A.D.)

AVIS

En vue d'inciter la population à entrer dans les groupes de résistance, les puissances ennemies tentent de répandre dans le peuple français la conviction que les membres des groupes de résistance, en raison de certaines mesures d'organisation et grâce au port d'insignes extérieurs, sont assimilés à des soldats réguliers et peuvent de ce fait se considérer comme protégés contre les traitements réservés aux francs-tireurs.

A l'encontre de cette propagande, il est affirmé ce qui suit :

Le droit international n'accorde pas aux individus participant à des mouvements insurrectionnels sur les arrières de la puissance occupante, la protection à laquelle peuvent prétendre les soldats réguliers. Aucune disposition, aucune déclaration des puissances ennemies ne peuvent rien changer à cette situation.

D'autre part, il est stipulé expressément à l'article 1^{er} de la Convention d'armistice franco-allemande que les ressortissants français qui après la conclusion de cette convention combattent contre le Reich allemand, seront traités par les Troupes allemandes comme des FRANCS-TIREURS.

La puissance occupante, maintenant comme auparavant, considérera de par la loi les membres des groupes de résistance comme des francs-tireurs. Les rebelles tombant entre leurs mains ne seront donc pas traités comme prisonniers de guerre, et seront passibles de la peine capitale, conformément aux lois de la guerre.

Der Oberbefehlshaber West.

Appel à la Population

Lorsque les Anglo-Américains ont porté la guerre en France, des éléments criminels isolés dans le pays ont cru que leur heure était arrivée.

Chaque Français doit savoir que toute tentative pour troubler la tranquillité et l'ordre sera réprimée par les autorités d'occupation et que spécialement, dans les circonstances présentes, les mesures les plus exceptionnelles seront prises ; d'autant plus qu'elles sont justifiées et même imposées par l'intérêt de la population tranquille.

Je rappelle en particulier que :

la détention et l'usage d'Armes,

le sabotage et l'espionnage,

tout appui apporté aux troupes d'invasion,

la provocation à la grève,

sont passibles DE LA PEINE DE MORT.

Quiconque aussi quitte la place à laquelle il doit travailler ou qui n'exécute pas le ordre des autorités d'occupation en ce qui concerne les réquisitions de services ou d'objets matériels se rend coupable de sabotage.

Der Befehlshaber Südwestfrankreich.

La Libération

La percée d'AVRANCHES ouvrit la route de la Bretagne au corps d'armée américain commandé par le Général MIDDELTON, dont les principaux objectifs étaient les ports de BREST et LORIENT.

Le 3 Août, dans son émission de 18 heures, la B.B.C. donna le signal du déclenchement de la guérilla généralisée en Bretagne : « Le chapeau de Napoléon est-il toujours à PERROS-GUIREC ? ».

Les maquis devinrent des rassemblements d'hommes. Quatre à cinq cents volontaires, par exemple, campaient à LANGOLEN, près de QUIMPER.

L'État-Major des F.F.I. à LONDRES poussa les opérations de parachutage. Mais le programme qui avait été établi en prévision de l'insurrection ne fut réalisé qu'en partie, à cause de l'évolution rapide de la situation militaire.

Les forces patriotiques complétèrent autant qu'elles le purent leur équipement avec du matériel arraché à l'ennemi ou pris quelquefois en payant d'audace, comme cela se vit à DOUARNENEZ où quelques Résistants se firent remettre toutes les armes au poste de la « Gast », fort d'une soixantaine de douaniers.

Les sabotages, ferroviaires et autres, les coups de main, les embuscades, qui s'étaient répétés depuis le 6 Juin, avaient créé un climat d'insécurité, de panique, autour des Allemands.

Le 4 Août, la nouvelle prématurée de l'arrivée imminente des Américains à QUIMPER provoqua dans la région une grande effervescence parmi la population, qui pavoisa et devint menaçante à l'égard des soldats ennemis.

Cette nouvelle s'accrédita d'autant mieux que le matin de ce même jour des formations plus ou moins disparates, des services de toutes sortes, avaient entrepris de déguerpir.

D'ailleurs, le Commandement supérieur de la Wehrmacht avait donné l'ordre de repli et les unités tentaient de gagner LORIENT, la presqu'île de PLOUGASTEL-DAOULAS et BREST, la presqu'île de CROZON, harcelées dans leur retraite par les Forces Françaises de l'Intérieur.

Ainsi le Colonel VON COLER, Commandant d'Armes de QUIMPER, qui avait pris la tête d'un convoi, fut attaqué plusieurs fois par les patriotes du point de départ à la sortie de ROSPORDEN.

Dans le Sud-Finistère, l'ennemi essaya de conserver quelques points d'appui à BÉNODET, CONCARNEAU et AUDIERNE.

Pendant la première quinzaine du mois d'Août, les F.F.I. procédèrent au nettoyage des villes et localités du Département. Ces opérations se firent au prix d'engagements parfois assez durs avec l'ennemi.

La 6^{ème} Division Blindée américaine avait trouvé à BREST un adversaire solidement résolu à se défendre. Le siège risquait d'être assez long ; les Américains firent mouvement sur LORIENT le 15 Août. Ils ne laissaient devant le grand port militaire finistérien qu'un détachement de cavalerie motorisée, deux bataillons d'infanterie et des éléments d'artillerie, sous les ordres du Général TAYLOR.

Dans le secteur de BREST, l'ennemi disposait de vingt mille hommes environ, de provenances diverses et, partant, de valeur très inégale : restes des 266^{ème} et 343^{ème} Divisions d'Infanterie, marins, territoriaux de l'Organisation TODT, puissamment renforcés par la 2^{ème} Division parachutiste commandée par le Général RAMCKE, qui avait reflué sur BREST en commettant des atrocités sur son passage, après avoir été attaquée par les F.F.I. dans la région de CHATEAUNEUF-DU-FAOU, par les blindés américains et les patriotes près de HUELGOAT et de CARHAIX.

L'ennemi s'étant retranché dans les positions fortifiées, la phase guérilla était terminée pour les Forces Françaises de l'Intérieur, dont les effectifs étaient approximativement de quinze à vingt mille hommes dans le Finistère. Les unités F.F.I. eurent à supporter en partie l'investissement de BREST et de la presqu'île de PLOUGASTEL-DAOULAS, où d'importants secteurs leur étaient confiés. Elles supportèrent entièrement jusqu'au 26 Août, date de l'arrivée du détachement du Colonel LINGUEST, le blocage de la presqu'île de CROZON où s'étaient concentrés dix à quinze mille Allemands disposant d'un armement lourd et qui communiquaient par mer avec le camp retranché de BREST (1).

Enfin les F.F.I. tenaient le secteur Ellé-Laita sur le front d'investissement de LORIENT.

(1) Soit un total de trente cinq mille hommes entre BREST et la presqu'île de CROZON. Ce chiffre est donné par le Général RAMCKE, Commandant la 2^{ème} Division Para et le camp retranché de BREST, en précisant que parmi des hommes se trouvaient « beaucoup de non combattants » (Cf. « FALLSCHIRMJÄGER DAMALS UND DENACH » par B.H. RAMCKE - Éditions LURCH, FRANKFURT a MEIN 1951). Le Major Général T. H. MIDDELTON Commandant le VIII^{ème} Corps dont dépendait les forces américaines engagées dans le secteur de BREST, donne dans son rapport, comme résultant d'un calcul final, le chiffre de 38.000 prisonniers après avoir noté que 21.000 hommes qui participaient aux défenses allemandes étaient des soldats d'élite, hitlériens fanatiques...

L'ennemi s'était rendu compte qu'il avait surestimé le potentiel de ceux qu'il continuait d'appeler les « Terroristen » et il redevenait agressif.

Le 16 Août, une colonne partie du secteur de BREST fit un raid sur BRASPARTS pour délivrer des prisonniers. L'opération réussit malgré des accrochages avec les F.F.I., dont le plus violent fut celui qui eut lieu à IRVILLAC.

Dans le secteur de la presqu'île de CROZON, les Allemands tentèrent à plusieurs reprises, au début de la deuxième quinzaine d'Août, de rompre le dispositif mis en place par les soldats sans uniforme.

Dans le Sud-Finistère, le détachement qui occupait BÉNODET avec un effectif supérieur à celui d'une compagnie s'était replié le 11 Août sur CONCARNEAU. Attaqué au cours de cette manœuvre par les F.F.I. à FOUESNANT, il avait subi des pertes relativement importantes.

Acculée par les unités F.F.I., la garnison de CONCARNEAU, qui comprenait au moins cinq cents hommes, s'échappa par mer en direction de LORIENT dans la nuit du 25 au 26 Août. Dans ce secteur, les Américains étaient intervenus, mais leurs tentatives en vue d'intimider l'adversaire étaient restées sans effet.

Dans les casemates de Lézongar près d'AUDIERNE, quatre cents Allemands environ, encerclés par les F.F.I., tenaient encore. Le 26 Août, la moitié d'entre eux firent mouvement sur BEUZEC-CAP-SIZUN où ils comptaient s'embarquer pour la presqu'île de CROZON. Ils furent immobilisés sur la plage de Lesven, puis faits prisonniers à l'issue d'un combat acharné qui dura toute une journée.

En fin d'Août -début Septembre, le Commandement américain parut décidé à en finir avec les centres de résistance allemande dans le Département.

Les F.F.I., utilisés comme infanterie, s'illustrèrent notamment dans les combats qui aboutirent à la libération complète du Finistère : opérations de nettoyage de la presqu'île de PLOUGASTEL-DAOULAS qui se terminèrent le 31 Août, prise du Ménez-Hom qui eut lieu le 1^{er} Septembre, prise du CONQUET. BREST tomba le 18 Septembre. Les dernières résistances allemandes dans la presqu'île de CROZON furent liquidées le 20 Septembre et, ce même jour, la garnison de Lézongar, qui refusait de se rendre aux F.F.I., capitula devant les blindés américains du Général EARNEST.



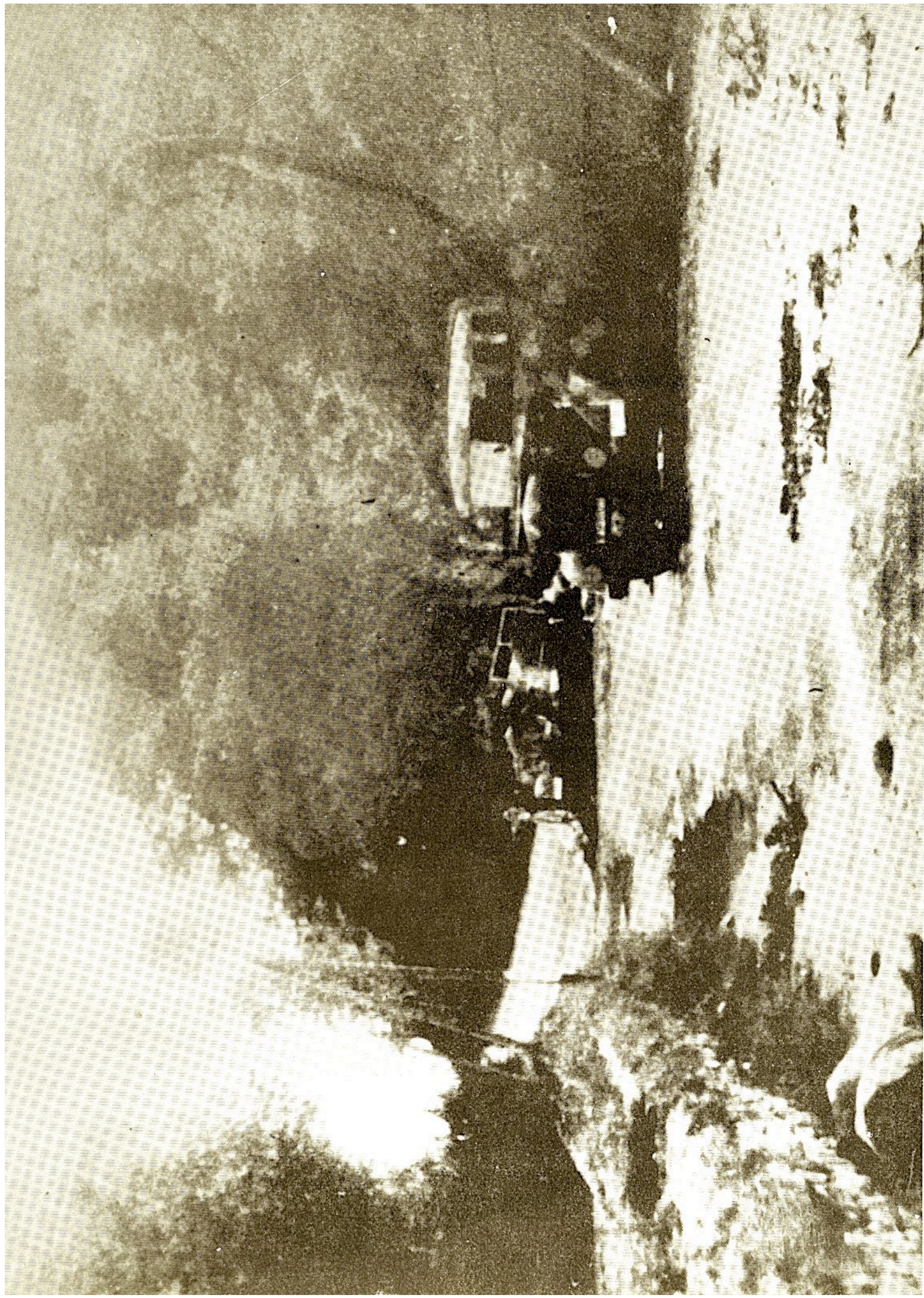
Aux approches de la Libération. →

(Col. LE GOAZIOU)



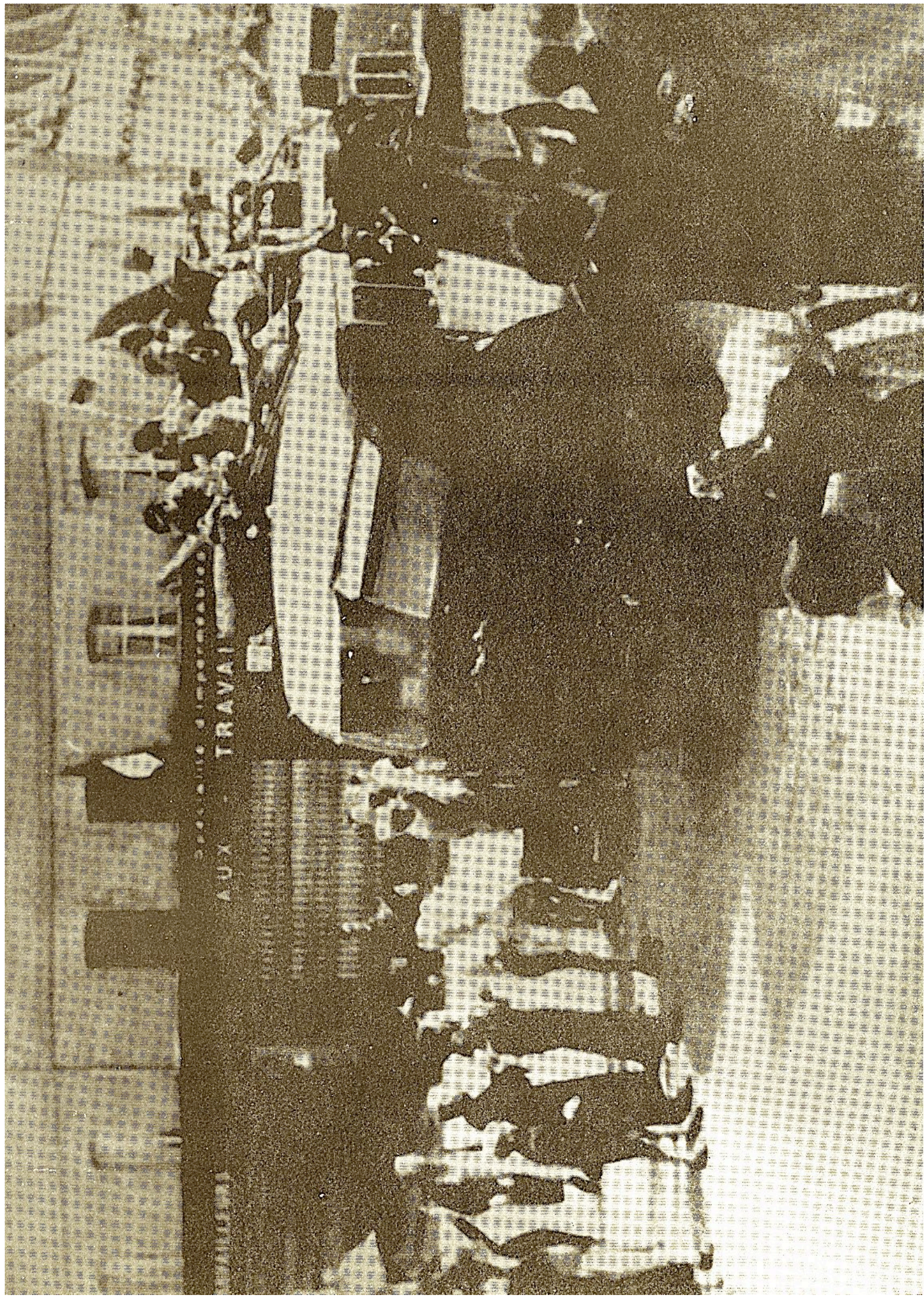
8 Août 1944 : *La garnison allemande de QUIMPER
est anéantie à la sortie de la ville.* →

(Col. E. LE GRAND)



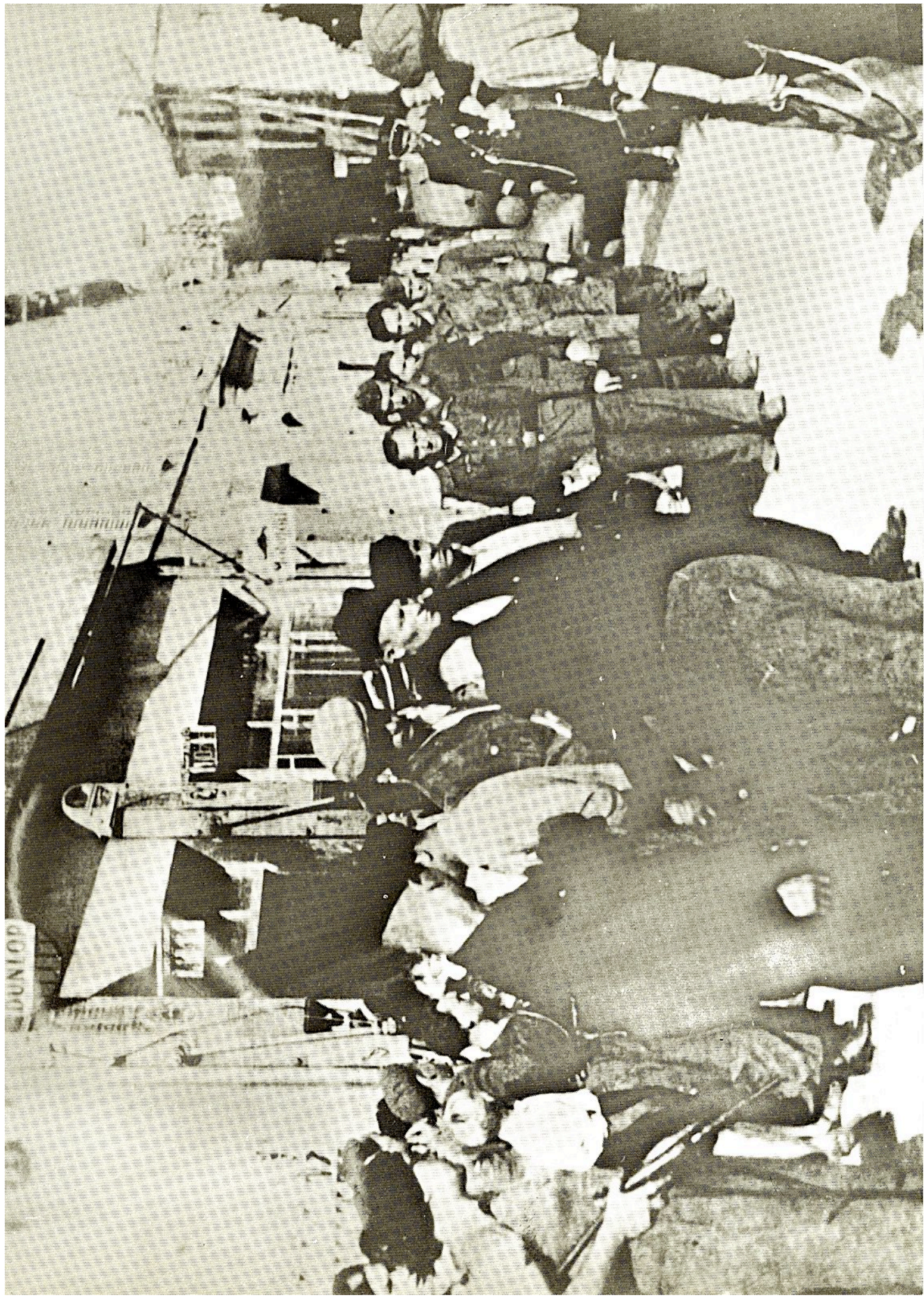
Les F.F.I. - F.T.P.F. entrent dans QUIMPER libéré. →

(Col. E. LE GRAND)



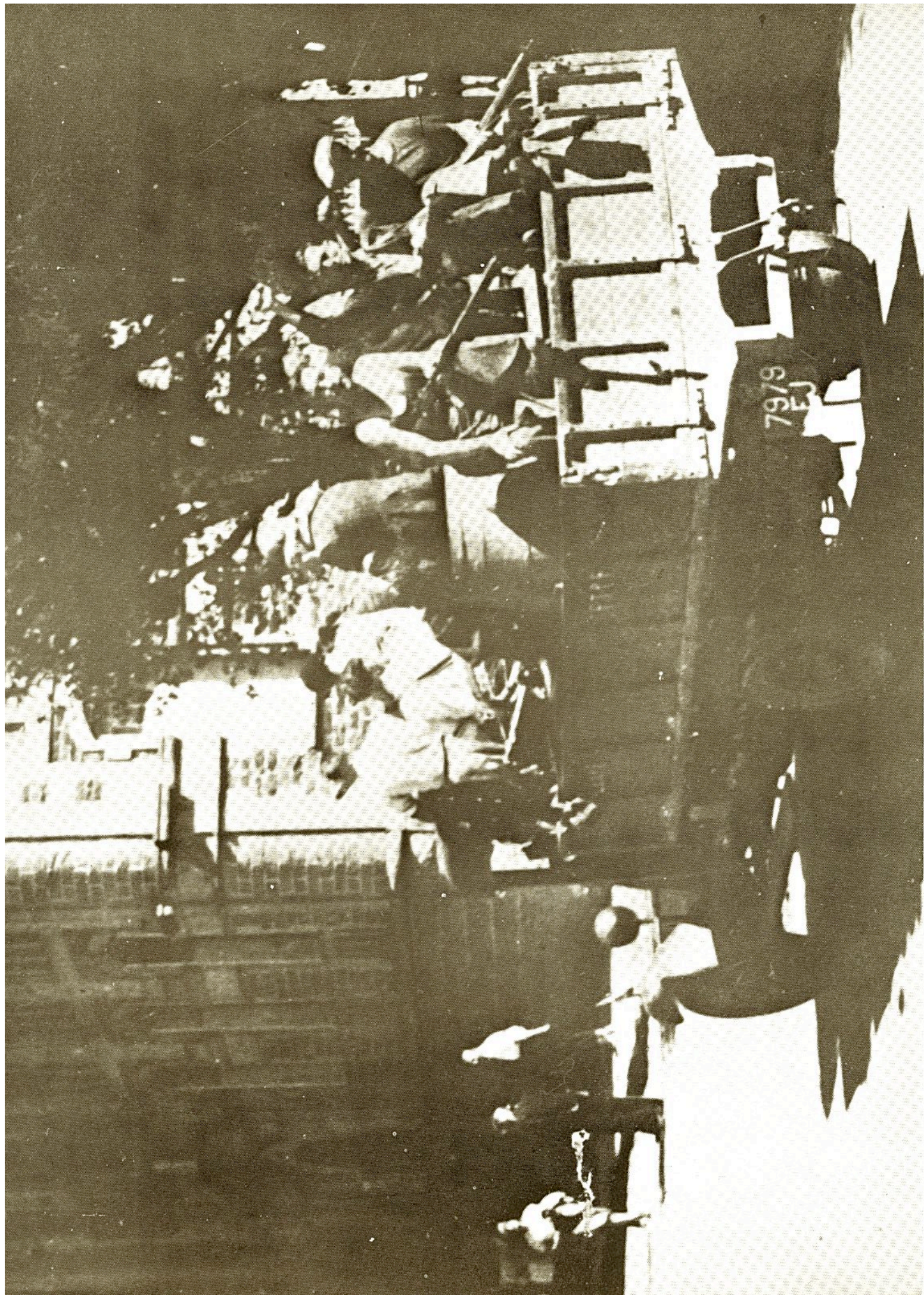
A ROSPORDEN, le combat a été rude. →

(Col. E. LE GRAND)



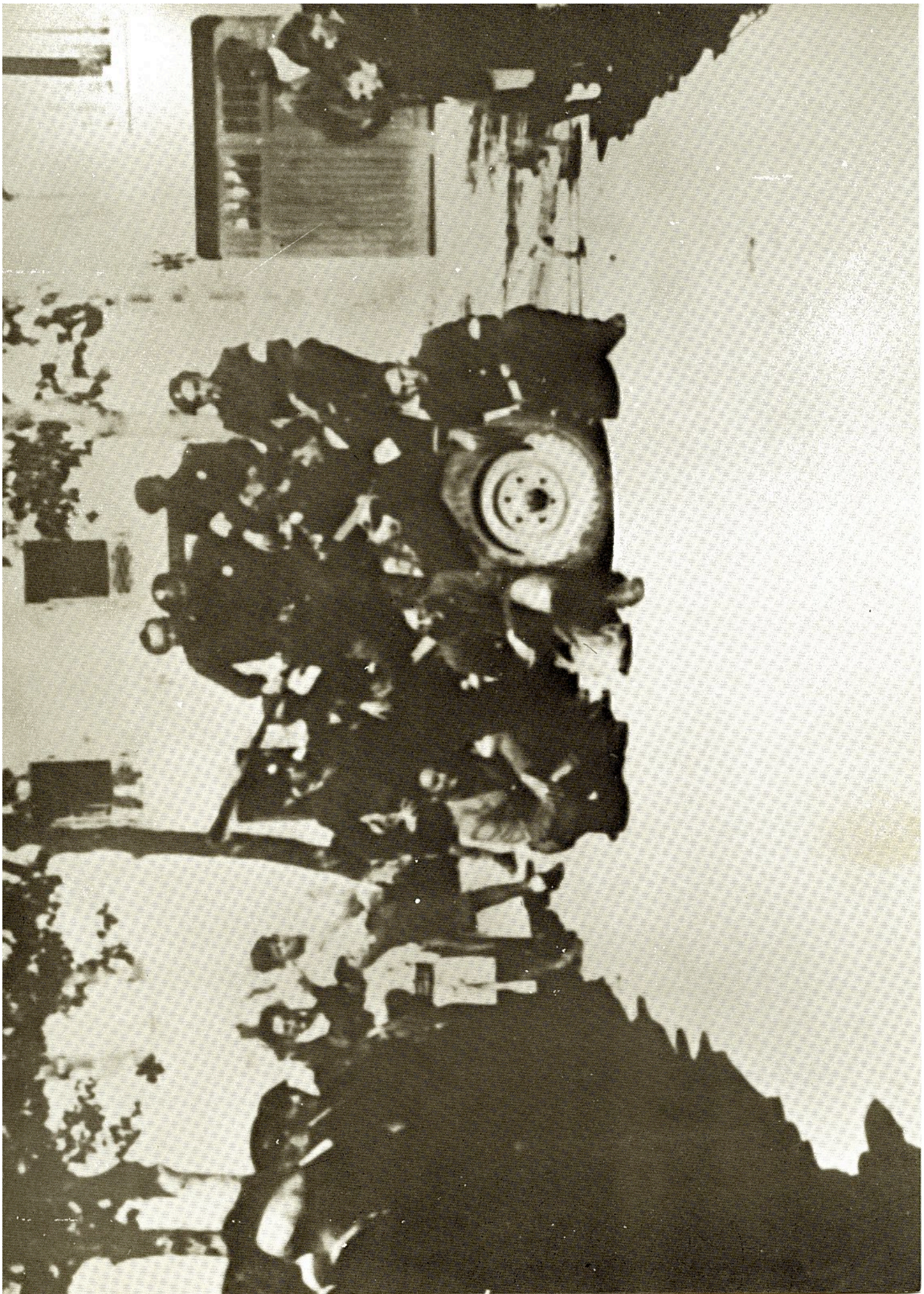
Sur de multiples fronts : les F.F.I. - F.T.P.F. à CHATEAULIN. →

(Col. A. LE GUILLOU)



*A PONT-CROIX, les F.F.I. entourent un canon
pris aux Allemands à Lesven
le 28 Août 1944. →*

(Col. A. TRIVIDIC)



Prise du Ménez-Hom. - Proclamation du Colonel ÉON. →

(Col. A. LE GRAND)

‡ F. F. I. -- F. T. P. F. ‡

ORDRE

Après une semaine de combats acharnés, les Forces Françaises de Bretagne, commandées par le Commandant PHILIPPOT, ont enlevé de haute lutte l'ensemble puissamment fortifié de la montagne du MENEZ-HOM, clé de défense de la presqu'île de Crozon, défendue par des troupes d'élite qui avaient l'ordre de tenir jusqu'à la mort.

Le Colonel Commandant les Forces Françaises de Bretagne adresse, à cette occasion, à tous les officiers et volontaires, l'expression de sa fierté d'avoir de tels soldats sous ses ordres.

Les félicitations s'adressent plus particulièrement :

1^o au BATAILLON NORMANDIE qui, sous les ordres de son Chef, le Lieutenant BERNARD, a conquis de haute lutte l'ouvrage puissamment fortifié qui couronnait le piton 330 lui-même et dont les compagnies, grelottant dans leurs vestons déchirés et leurs souliers sans semelles, ont hissé sur le MENEZ-HOM le drapeau tricolore et montent à ses côtés la garde sacrée de la France.

2^o au Commandant de l'Artillerie F. F. I. appuyant l'attaque, dont les tirs, en particulier 2 coups au but de 155 court, l'un sur la génératrice électrique de l'ensemble fortifié, l'autre sur le local du poste radio, ont brisé la volonté de lutte de la garnison.

Officiers des F. F. I. de Bretagne, sachez et dites à vos troupes que la France entière vous regarde et que vous êtes son orgueil.

Le Colonel EON

Commandant des F. F. de Bretagne

signé : EON

Menez-Hom, le 2 Septembre 1944.

*Le trop célèbre Général RAMCKE,
commandant la 2^{ème} Para-Division
et le camp retranché de BREST.*



(Col. H. LAOUÉANAN)



*Dernier épisode de la Libération : la reddition de la garnison de Lézongar,
près d'AUDIERNE, le 20 Septembre 1944. —————>*

(Col. PLOUHINEC)



La Répression

Les Organismes de Police Allemands :

Au cours de la longue ascension vers le sommet de la Libération, la Résistance a perdu nombre de ses hommes dont certains parmi les meilleurs. Lorsqu'un compagnon « dévissait », pris en flagrant délit de patriotisme ou victime de quelque dénonciation, « la cordée », le groupe dont il faisait partie pouvait craindre le pire : d'autres arrestations étaient peut-être imminentes. La ruse des interrogateurs, les menaces de représailles contre les familles, la torture dans laquelle les nazis étaient passés maîtres, arracheraient peut-être des aveux que nous n'avons pas le droit de juger.

Le cloisonnement qui existait en principe dans les Mouvements de Résistance, pour faire, si nous osons dire, la part des arrestations, s'avéra généralement inefficace pour protéger tout un groupe, voire tout un réseau. Ainsi le Parti Communiste clandestin, bien qu'organisé en « triangles » ou « troïkas » (groupe de trois hommes), fut néanmoins durement touché en Octobre 1942 dans le département par les arrestations faites par la police de VICHY, qui eut ses

Résistants certes mais aussi ses fonctionnaires trop zélés. Des réseaux furent aussi démantelés : « Johnny », par exemple, en Février 1942. D'ailleurs, aucun Mouvement ne réchappa entièrement de la répression.

Le Sichertiedient (S.D. : Service de Sécurité du parti nazi), organe des S.S., dont les agents se confondaient avec ceux de la Geheime-Staats-Polizei (Gestapo), supplantait peu à peu l'Abwehr, organe de l'armée. En Juillet 1942, comme l'a écrit le Docteur VISCHER, les attributions de police passèrent aux S.S., à l'exception de celles relatives au maintien de l'ordre, assumées par la Feldgendarmerie.

Des antennes appelées « aussendienstelle » ou « aussenkommando », qui dépendaient du Kommando régional du S.D. à RENNES, s'installèrent à QUIMPER et BREST.

L'antenne de QUIMPER avait son siège 15, rue Laënnec. Elle était commandée par le Sous-Lieutenant S.S. FENSKE Paul, policier de métier, et comprenait quatre sous-officiers dont le sergent WEBER Érich, plus spécialement remarqué parce qu'il comprenait parfaitement le français, cinq caporaux et soldats.

L'antenne de BREST, installée à l'école « Bonne-Nouvelle », était commandée par le Lieutenant S.S. ROEDER Georg, qui avait sous ses ordres le Sous-Lieutenant ADAMS Johannes, neuf sous-officiers, caporaux et soldats.

Un poste fonctionnant à MORLAIX était rattaché à l'aussenkommando de BREST.

Enfin des kommandos composés d'une vingtaine de militaires furent formés auprès de certaines unités de l'armée allemande pour « lutter contre le terrorisme ».

Le kommando créé le 17 Avril 1944 auprès de la 343^{ème} Division d'Infanterie cantonnée à LANDERNEAU s'illustra tristement. Ce « kommando de LANDERNEAU » sévit notamment dans le Centre-Finistère. Il était commandé par le Lieutenant KRUGER qui avait comme adjoint le trop fameux sergent SCHAAD. Il disposait d'indicateurs et d'agents appointés et actifs, tous gens sans aveu.

RAMCKE, qui rendit visite à ROEDER en Juillet 1944, écrit (1) :

« Pensant qu'il avait à sa disposition dans le Finistère une grande troupe de policiers, je vins le voir avec l'intention de lui dire clairement mon opinion sur l'insécurité qui régnait dans le pays. Mais il en fut autrement. ROEDER me reçut, la jambe droite plâtrée... Il s'excusa et me dit qu'il avait été sérieusement blessé quelques jours auparavant en combat contre les partisans ».

Il me dit : « Mon Général, tout le monde croit ici que je dispose d'un grand nombre d'agents. J'en ai huit en tout pour BREST et, de plus, trois ou quatre dans les plus grandes localités. C'est tout. Je ne peux travailler qu'avec des agents français qui détestent les partisans ». RAMCKE ajoute : « Je dus réviser ma position sur la toute puissance légendaire de la Gestapo ».

Passons sur la déception de RAMCKE et disons que le bilan de la répression eût été infiniment moins lourd si la police allemande n'avait disposé en effet dans le pays d'un certain nombre de dénonciateurs guidés par l'intérêt, les passions politiques ou même la vengeance personnelle.

(1) Op. Cit.

Le tribut de la population finistérienne :

Essayons de faire le bilan de cette répression par les Allemands et — dans une proportion infiniment moindre, fort heureusement, — par la police de VICHY. Il y a les déportés, les internés, les fusillés et massacrés.

Les Déportés :

Peut-être faudrait-il définir le Déporté :

Sont déportées, les personnes qui ont été envoyées en Allemagne dans une prison ou dans un camp de concentration, à AUSCHWITZ, BERGEN-BELSEN, BUCHENWALD, DACHAU, MAUTHAUSEN, NEUENGAMME, RAVENSBRUCK, pour ne citer que quelques-uns de ces noms effroyablement évocateurs et tristement entrés dans l'Histoire.

Sont déportées également les personnes qui ont été envoyées dans un camp de concentration en France, au Struthof, à SCHIRMECK, en Alsace, ou encore dans l'île anglo-normande d'Aurigny.

1.090 déportés finistériens qui avaient été arrêtés dans le Département et 21 étrangers (Belges, Espagnols, Italiens...) ont été recensés, dont 85 femmes et trois enfants.

Le prisonnier destiné à la Déportation n'était pas immédiatement, sauf parfois dans les derniers temps de l'Occupation, dirigé vers l'Allemagne. Il était interné dans une prison du Finistère : Saint-Charles à QUIMPER, qu'administraient exclusivement les Allemands, Mesgloaguen à QUIMPER, maison d'arrêt sous administration française et allemande, le Bouguen à BREST, où fonctionnait

également un Quartier allemand et qui fut détruite en 1941 par un bombardement, Pontaniou, ancienne prison maritime de BREST, entièrement contrôlée par les Allemands. C'étaient là les principaux lieux d'internement.

Quelquefois aussi, l'interné destiné à la Déportation était transféré dans une autre prison hors du Département, à RENNES, FRESNES ou ANGERS, par exemple. Puis, un jour, il était acheminé le plus souvent vers le centre de transit de COMPIÈGNE où étaient formés les convois à destination des Camps. Et c'était le terrible voyage vers l'Allemagne, les déportés entassés dans des wagons à bestiaux, voyage souvent, hélas, sans retour.

La déportation a touché toutes les classes sociales et toutes les professions.

Quant aux motifs ce sont :

- La Résistance considérée sous toutes ses formes, de l'attaque, l'attentat, le sabotage, la détention d'armes, l'espionnage, à la propagande, l'écoute des radios étrangères : 53 % des Déportations.
- Les opérations de représailles ou de police menées par les Allemands contre la Résistance ou les « défaillants » du Service du Travail Obligatoire : 20 % des déportés.
- Les motifs politiques : sont classés sous cette rubrique les militants communistes déportés uniquement à cause de leur opinions. (Les membres de l'Organisation Spéciale du parti communiste clandestin qui prirent part à l'action résistante sont comptés parmi les Résistants). On trouve également dans les « politiques » quelques autres opposants au Gouvernement de VICHY. Les motifs politiques sont à l'origine de 10 % des déportations.

- Les motifs raciaux : c'étaient les Israélites. Ils étaient peu nombreux dans notre Département. 18 d'entre eux furent envoyés dans les Camps de Concentration, représentant 1,6 % des déportés.
- Les motifs de droit commun. Il faut bien parler de ces déportés qui avaient été condamnés par les Tribunaux allemands pour vol de matériel, de denrées, pour marché noir, trafic. Tous n'étaient pas des repris de justice. Il y avait parmi eux des « récupérateurs » qui considéraient que piller les Allemands c'était reprendre ce qu'ils nous volaient. Les « droit commun » représentent 7 %.

Enfin pour 7 % des cas, les motifs d'arrestation manquent ou il s'agit de personnes déportées sans motif.

Une étude comparative d'après les motifs qui furent à l'origine des arrestations des déportés révèle que :

- 83 % des déportés raciaux ne sont pas rentrés ;
- 58 % des otages et des personnes prises dans des rafles ;
- 47 % des Résistants ;
- 44 % des « politiques ».

Enfin la proportion des « droit commun » non rentrés — les gens de cette catégorie furent souvent détenus dans des prisons — est de 30 %.

Les Internés :

Sont internées, les personnes qui n'ont pas subi la déportation et qui ont échappé à l'exécution. Leur discrimination d'avec ces catégories de victimes de guerre relève de causes diverses : gravité des faits reprochés, circonstances (telle la délivrance en Août 1944), quand ce n'est pas du simple hasard.

Les internés simples ont connu uniquement les prisons du Finistère (Saint-Charles et Mesgloaguen à QUIMPER, Créac'h-Joly à MORLAIX, Pontaniou et Le Bouguen à BREST) et, dans certains cas, d'autres prisons de France où ils furent transférés (RENNES, FRESNES, ANGERS...), ainsi que les camps dits de « Séjour Surveillé » créés par le Gouvernement de VICHY pour recevoir les opposants, plus spécialement les communistes (PITHIVIERS, VOVES, CHATEAUBRIANT...).

519 internés ont été dénombrés, détenus pendant au moins 90 jours, sinon, le nombre dépassait les deux milliers.

Les Fusillés, Massacrés, Abattus, Disparus :

Les fusillés étaient tous des Résistants, à l'exception de certains internés politiques exécutés comme otages. Ils avaient été détenus des semaines ou des mois dans les prisons avant d'être condamnés à mort par les Tribunaux militaires allemands, puis exécutés par groupes dans les dunes de Poulguen en PENMARC'H, de Moustierlin en FOUESNANT, de Kerfany-les-Pins en MOËLAN-SUR-MER, de la Torche en PLOMEUR, ou par deux ou trois en différents lieux du Département.

Des stèles ont été érigées en maints endroits, rappelant leur sacrifice.

Parfois ils furent emmenés en dehors du Département pour être fusillés, notamment au Mont Valérien, à SURESNES.

D'autres Résistants, des maquisards, furent pris les armes à la main et massacrés sur place.

389 Résistants, en tout, tombèrent face au peloton d'exécution ou sous les balles allemandes.

Mais il y eut aussi des habitants des villes et surtout des campagnes victimes de représailles à la suite d'attaques ou de coups de main de la Résistance, victimes de la colère de l'occupant.

393 personnes furent ainsi massacrées.

Il y eut enfin celles qui ont été abattues sans motif ou dans des circonstances indéterminées, au nombre de 144, auxquelles il convient d'ajouter 74 personnes portées disparues.

Le total de tous ces fusillés, massacrés, et abattus est de 926, (858 hommes, 54 femmes, 14 enfants).



Les Morts au Combat et autres Victimes parmi la Population

Les F.F.I. tués à la Libération :

La tactique de la Résistance et, par suite, celle des Forces Françaises de l'Intérieur, était la guérilla, c'est-à-dire l'embuscade, le petit combat, quand les soldats sans uniforme étaient accrochés. Il n'y a donc pas eu de grande bataille entre les F.F.I. et les Allemands, et les patriotes tués au combat sont tombés ici et là dans le Département, chaque fois en petit nombre.

Les combats les plus meurtriers furent ceux d'IRVILLAC (16 Août 1944) 17 tués, LANDERNEAU (3 Août 1944) 16 tués, SCAËR-Kernabat et TOURC'H-Quillien (15 Juillet 1944) 11 tués et 7 massacrés, LANNILIS (6 Août 1944) 10 tués, DOUARNENEZ-PLOARÉ (4 et 5 Août 1944) 10 tués, BEUZEC-CAP-SIZUN-Lesven (26 Août 1944) 6 tués, 5 blessés massacrés, 6 victimes d'un mitailage par l'aviation américaine (1).

(1) A TELGRUC, le 3 Septembre 1944, 25 F.F.I. furent tués dans des circonstances à peu près identiques. L'aviation américaine bombardait ce secteur par méprise.

286 F.F.I. morts au combat dans le Finistère ont été dénombrés.

En outre, ont été relevés 52 noms de Finistériens tombés pendant le siège de LORIENT, mais ils appartenaient à l'armée régulière reconstituée.

Les Victimes Civiles :

Ce martyrologe ne serait pas complet si l'on n'y ajoutait les 1.615 victimes civiles de l'Occupation, tuées lors des bombardements aériens, par l'explosion de mines et au cours des combats pour la Libération, par les bombardements d'artillerie et les balles perdues...

La Ville de BREST vient en tête de ce triste panoramique avec 965 morts.

Les Destructures Matérielles :

Enfin, ces événements ont encore coûté : 5.982 maisons et bâtiments divers totalement détruits, 10.489 maisons et bâtiments endommagés.

*
**

En manière de conclusion, faut-il rappeler cette définition des gens de chez nous, physique, morale, typique sans doute, donnée par un adversaire impitoyable sur le terrain, fanatique, RAMCKE lui-même (1) : « Les Bretons sont de loin le peuple le plus solide de France et c'est dans le Finistère que vivent les plus bretons d'entre eux ». Mais a-t'il su, RAMCKE, que depuis le Morbihan, depuis

(1) Op. Cit.

PONTIVY, c'était de ces mêmes Bretons que lui venaient les coups au travers des haies, par dessus les talus qui touchèrent même son véhicule à plusieurs reprises et, entre autres lieux, dans le secteur du HUELGOAT, interdisant le passage à sa 2^{eme} Para Division et appuyant les Américains « des coups portés par les partisans », qui comme il le dit, « tiraient de partout » chassant l'occupant nazi.

Toutefois plus réconfortante contre le fascisme renaissant sous de nouveaux visages, donc plus chargée d'espérance est cette inscription que de jeunes Allemands apposèrent à Lezongar, près d'AUDIERNE, à l'endroit où avaient été inhumés les corps de leurs compatriotes tombés en 1944 :

*« Diese Toten mahnen : sorgt ihr, die ihr noch im Leben
« steht, dass frieden bleibe Freidenzwischen den menschen,
« Friedenzwischen den Völkern ! ».*

« ... faites que la paix soit conservée entre les hommes, la paix entre les peuples ! ».



*L'exécution de François PÉRON
frappe plus particulièrement
l'opinion publique dans le Sud-Finistère.
A BREST, dès le 28 Juin 1940,
l'exécution de Jean-Marie KÉRANDEL
ouvrait la longue liste des fusillades,
dont celles des jeunes
Pierre JOLIVET et Émile LE PAPE à QUIMPER.* →

(Col. A.D.)

BEKANNTMACHUNG

Der Fischer **François Péron**
aus Saint-Guénolé

ist wegen Gewalttaten gegen die
deutsche Wehrmacht durch das
Kriegsgericht

ZUM TODE VERURTEILT

und heute erschossen worden.

Den 23 Februar 1944.

AVIS

Le marin-pêcheur **François Péron**
de Saint-Guénolé

A ÉTÉ CONDAMNÉ A MORT

par le conseil de guerre pour des
actes de violence contre l'armée
allemande

et a été fusillé aujourd'hui.

Le 23 Fevrier 1944

Morts pour la France

MICHEL Charles, 39 ans,
député communiste de Paris.
POULMARCH Jean, 31 ans,
Produits Chimiques, Ivry.
TIMBAUT Pierre, 37 ans,
Métaux, Paris.
VERCRUYSSÉ Jules, 48 ans,
Produits Chimiques, Paris.
GRANDEL D'estré, 36 ans,
Papier-Carton, Vitry.
GARDETTE Maurice, 46 ans,
conseiller municipal de Paris.
GRANDEL Jean, 50 ans,
maire de Cennevillets.
AUFFRET Jules, 39 ans,
conseiller général de la Seine, Boody.
GUEGUEN Pierre, 43 ans,
maire de Concarneau.
LAFORGE Raymond, 44 ans,
instituteur, Montargis.
DAVID Emile, 19 ans,
Nantes.
MOCQUET Guy, 17 ans,
étudiant, Paris.
POURCHASSE Henri, 34 ans,
région Sud, Ivry.
RENÉL Victor,
ingénieur-chimiste, Paris.

TENINE Maurice, 35 ans, docteur,
conseiller municipal de Fresnes.
BARTHELEMY Maurice, 56 ans,
Thouars.
DELAVALQUERIE Charles, 19 ans,
Montreuil.
BASTARD Maximilien, 21 ans,
Nantes.
LE PENSE Julien, 34 ans,
Nantes.
BOURHIS Marc, 34 ans,
instituteur, Tréguère.
BARTOLI Titus, 58 ans,
instituteur, Paris.
KERIVEL Eugène,
Basse-Indre.
HOUYNK Huong, 29 ans,
professeur, Paris.
LALET Claude, 21 ans,
étudiant, Paris.
PESQUIER Antoine,
docteur, Aubervilliers.
LEFEBVRE Edmond, 38 ans,
Athis-Mons.
TELLIER Raymond, 44 ans,
conseiller municipal de Montargis.

LEURS DERNIÈRES PENSÉES

Avant de mourir, les 27 otages se sont montrés d'un courage admirable. Ils savaient que leur sacrifice ne serait pas vain et que la cause pour laquelle ils ont lutté triomphera bientôt. Sur les parois de la cabane « 6 », d'une écriture ferme, ils ont inscrit leur espoir :

TIMBAUT, POULMARCH, POURCHASSE : « Vive le Parti Communiste ! Vive la France libérée de ses ennemis ! ».

JULES : « Adieu ! Adieu, camarades ! Prenez courage, nous serons vainqueurs. Vive l'Union Soviétique ! ».

GUY MOCQUET : « Les copains qui restent, soyez dignes de nous, les 27 qui allons mourir ».



A CHATEAUBRIANT, en représailles de l'attentat contre un officier allemand à NANTES, des otages sont fusillés, dont les Maires de CONCARNEAU et de TRÉGUNC. →

(Col. A.D.)

Français !

VOICI COMMENT SONT MORTS

LES 27 OTAGES

fusillés le 22 octobre 1941
par ordre de von Stülpnagel
après avoir été désignés
par la clique sanglante



Pétain-Darlan-Pucheu et C^{ie}



*De gauche à droite : au 1^{er} rang : Michels (le 2^e) ; le Dr Ternine (le 5^e) ;
au 3^e rang : Guy Mocquet (le 5^e) ; Jules Auffret (le 7^e)*

Récit vécu, écrit par un Interné du camp de Chateaubriant
fusillé à son tour le 15 décembre 1941

*Les populations supportent aussi les bombardements alliés.
A MORLAIX, le viaduc, le 29 Janvier 1943 :
73 morts, dont 43 écoliers. —————>*

(Col. Bibl. MORLAIX)

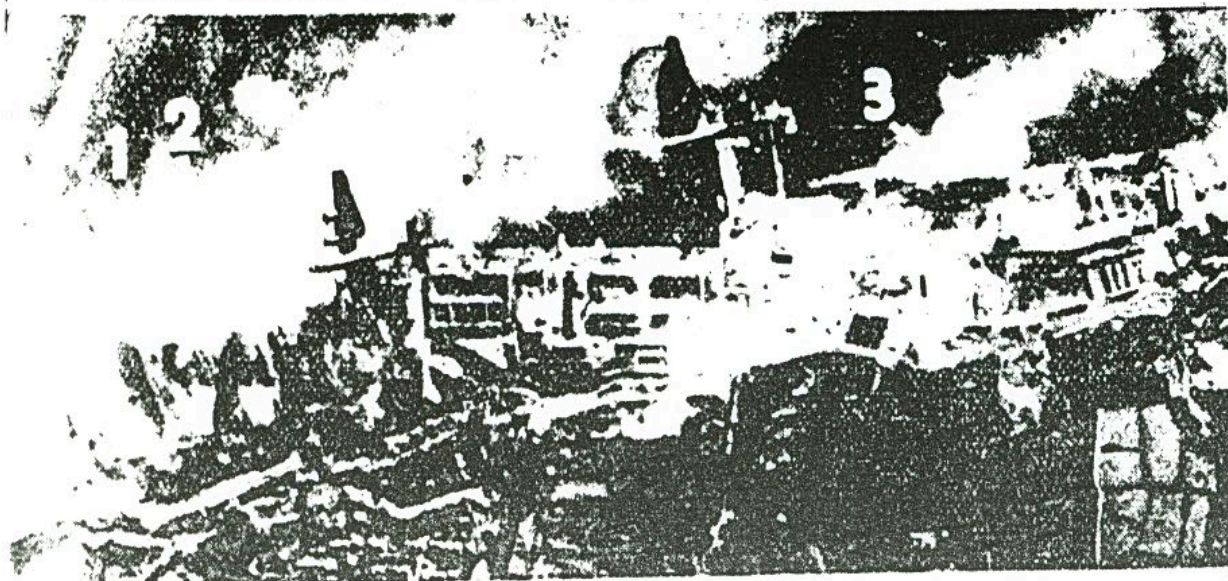


La propagande se bat. →

(Col. A.D.)

FLAGRANT DELIT !

Cuirassés Allemands Bombardés



Ci-dessus voici une photographie publiée, il y a 15 jours, par la propagande anglaise.

Cette photo représente le « Scharnhorst », le « Gneisenau » et le « Prinz Eugen » transformés en un tas de ferraille par les bombes de la R.A.F. dans le port de Brest.

Or, le 12 Février, les trois vaisseaux de guerre allemands, déjouant la surveillance de la Home Fleet, franchirent, en un magnifique coup d'audace, le détroit du Pas-de-Calais, détruisant au passage 43 avions anglais, et rejoignirent sains et saufs leur base, donnant ainsi un magnifique et irréfutable démenti aux diffamateurs et truqueurs de Londres.

Français, vous avez sous les yeux une preuve de plus que les juifs à la solde de Londres mentent à longueur de journée et, au besoin, truquent clichés ou photos pour les besoins d'une cause perdue.

Voilà de quoi vous donner à réfléchir vous qui, malgré tout, voulez écouter Radio-Londres.

Quand la Radio de Londres parle : **Ellement.**

Quand la Radio de Londres cite des chiffres : **Ils sont faux.**

Quand la Propagande anglaise ou gaulliste publie une photo : **Elle est truquée.**

Fausaires et menteurs, voilà les titres de noblesse de
"Ceux" de Londres !

Des bombardiers quadrimoteurs "Halifax" de la R.A.F. attaquent les cuirassés dans le port de Brest

- ① Le Scharnhorst
- ② Le Gneisenau
- ③ Le croiseur Prinz Eugen



*Et BREST, refuge des cuirassés allemands,
est écrasée par les bombes,
prélude aux destructions finales de 1944.*



(Col. A.D.)



Texte de A. LE GRAND
Correspondant du C.H.G. - Extrait de :

*« Le FINISTÈRE
sous l'Occupation allemande,
la Répression... »*